samedi 23 et dimanche 24 avril 1977 No 673

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Orlac — Gilca (Vienne-Isère)

ECHEC AUX FORCES DE REPRESSION

Solidarité ouvriers — paysans

Depuis le 13 avril, les ouvriers de la laiterie Orlac sont en grève illimitée pour l'augmentation des salaires. Les CRS sont venus par 2 fois et ont dû reculer ; des paysans sont venus soutenir les ouvriers. C'est là une double victoire.

Mercredi à 9 h, la négociation avec la direction est sans résultat. Les travailleurs restent déterminés.

A 14 h 30, les négociations devaient reprendre, mais changement de ton : la direction montre les dents et annonce que l'huissier va intervenir pour faire sortir les produits stockés, éventuellement avec les forces de police. Les travailleurs refusent de laisser sortir les produits.

A 18 h, les flics interviennent. Il leur faudra 3 heures pour faire sortir 8 camions de l'usine. Une gréviste projetée par un camion contre un mur est blessée au pied. Immédiatement après, les grévistes tiennent un meeting devant l'usine et décident de reprendre le piquet de grève dès la nuit.

Le lendemain jeudi, à l'heure de la reprise du travail, aucun gréviste ne reprend : c'est l'échec de cette première répression. La détermination reste grande.

A 10 h 30, nouvelle offensive répressive : 4 cars de CRS occupent le devant du portail pour faire partir 6 camions. La masse des travailleurs entoure les CRS, refusant de quitter le terrain.

A 13 h 30, les CRS repartent sous les huées.

Les paysans contactés vont venir en quelques heures soutenir les ouvriers en grève. Des délégations du CDJA et des paysans-travailleurs de Savoie, de l'Ain, de la Drôme, du Rhône regroupant une quarantaine de paysans appuient le mouvement.

Les travailleurs l'ont ressenti comme un encouragement pour la poursuite du combat. La solidarité ouvriers-paysans est prouvée une fois de plus, elle est un élément-clé du rapport de force.

(suite p.4)

Sommet franco-africain

TRAITER D'EGAL A EGAL

La 4e conférence au sommet franco-africaine qui s'est tenue à Dakar les 20 et 21 avril a témoigné d'une unité grandissante entre le tiers monde et le second monde.

Ce sont les problèmes de la sécurité en Afrique qui ont servi de toile de fond à la conférence.

Il a été notamment signifié (par Houphouet-Boigny) une préoccupation commune de tous les participants : maintenir une Afrique neutre à l'égard des deux superpuissances : «L'Afrique risque à cause de la subversion et de l'agression extérieure, de s'engager dans une situation que d'autres continents ont connu» (allusion au sud-est asiatique). Il a demandé à l'Europe de ne pas être inconsciente : «Sans les matières premières de l'Afrique, que deviendrait l'Europe, livrée au chômage et à la récession», a-t-il souligné.

«Si nous voulons préserver notre identité, a déclaré Giscard, nous devons éviter, nous Européens, et vous, Africains, dêtre englobés dans l'environnement des deux superpuissances et de tomber dans une dépendance plus ou moins directe à leur égard».

Quant au communiqué final, il est un signe que les pays capitalistes et impérialistes du second monde, quelles que soient leurs arrières pensées qu'ils n'abandonneront jamais, sont amenés à traiter d'égal à égal avec les pays du tiers monde. C'est là un évènement important qui va dans le sens de la révolution mondiale.

«Il est d'un intérêt prioritaire d'empêcher les immixtions étrangères d'où qu'elles viennent sur le continent africain» déclare le communiqué final. Le texte indique que les chefs d'État et de délégation réunis à Dakar ont *«réitéré leur conviction que rien ne pouvait se bâtir sur le continent si la sécurité, l'indépendance et la stabilité des États n'étaient pas assurées.*

»Seul un esprit de respect réciproque et d'entraide, allié à une solidarité étroite, peuvent créer les conditions indispensables au développement de l'Afrique», poursuit le texte.

Les participants à la conférence de Dakar ont par ailleurs constaté *«leur identité de vues sur la nécessité de travailler activement et dans un esprit de concertation, à l'instauration d'un ordre économique plus juste et plus conforme aux intérêts des nations les moins favorisées».*

Editorial

Quand Marchais s'adresse aux patrons...

Marchais détendu et souriant, dialoguant avec une brochette de 400 petits, moyens et même grands capitalistes, c'était hier soir le spectacle qu'offrait la télévision.

D'après ce qu'il répétait, le secrétaire général du PCF n'était pas venu là pour convaincre mais pour expliquer. Expliquer quoi ? Tout simplement que les petits et moyens patrons n'ont rien à craindre du Programme commun, au contraire. Très clair là-dessus, Georges Marchais a déclaré :

«... bien que leurs dirigeants (des PME) ne s'en rendent pas compte, il ne s'agit pas de les nationaliser mais de contribuer à leur développement».

Même avec quelques illusions sur le Programme commun, beaucoup de travailleurs auront fait un bond. Qu'on pose la question aux ouvriers et employés pressés comme des citrons dans les PME de savoir comment ils comprennent un programme qui prétend faire leur bonheur en même temps que celui de leur exploiteur ? D'ailleurs, pas fous, les exploiteurs eux-aussi posent la question et ils ont demandé à Georges Marchais d'être précis sur ce point.

Qui aurait le pouvoir de décision dans l'entreprise ? Le chef d'entreprise a répondu sans ambiguité Georges Marchais !

Chaque travailleur sait bien que les petites et moyennes entreprises sont souvent celles où les conditions de travail, d'hygiène, de sécurité sont les plus insupportables, ce sont aussi celles où la course au rendement est particulièrement intense et les salaires les plus bas. Cela ne tient pas au caractère ou à la bonne volonté du capitaliste mais aux lois du système qui lui impose de saigner au maximum les ouvriers ou de périr. Par ailleurs, se développer pour une petite ou moyenne entreprise, cela veut dire manger d'autres petits ou moyennes entreprises (celles-là ne se développent pas). L'opération implique restructuration, modernisation et donc licenciement pour atteindre une compétitivité supérieure, c'est cela la vie et le développement des PME. Et cela se fait déjà à l'ombre et sous le contrôle du capital monopoliste d'État.

Si les travailleurs ne peuvent pas décider d'en finir radicalement avec cela, en quoi leur sort sera-t-il changé ? En rien. Et les dirigeants de l'Union de la gauche s'emploient d'ailleurs, des derniers temps, à modérer leurs aspirations. Marchais a répété hier soir, après Defferre, qu'avec le Programme commun, ce ne sont pas les travailleurs qui décident des nationalisations mais ... l'Assemblée nationale...

Les ouvriers ont le droit de «proposer». Ce qui prouve nettement que leur condition d'esclaves salariés ne change pas. D'ailleurs, Marchais a lancé en riant aux 400 capitalistes qui s'inquiétaient :

«... les nationalisations ne concernent que 15 % de la population active et de la production.... il vous reste donc 85 % des travailleurs»...

Ne croit-on pas entendre un maquignon en train de négocier la répartition d'un troupeau ?

Car c'est bien ainsi que Marchais voit les masses populaires, comme des vaches à lait. Croire à ses promesses et à celles des autres leaders de l'Union de la gauche réserve bien des désenchantements. Mieux vaut regarder les choses en face, rejeter ses illusions et se préparer à la lutte pour imposer par la force aux capitalistes la volonté des ouvriers, des petits paysans, des employés et des intellectuels révolutionnaires.

MEETING

de solidarité à la lutte du peuple guadeloupéen

organisé par l'Association générale des étudiants guadeloupéens (A.G.E.G.)
avec le film : «le marteau et la machette»

Lundi 25 avril à 19 H

44 rue de Rennes
Métro St-Germain-des-Près

MANIFESTONS

tous à 10 H, place de la République Le dimanche 1er mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l), DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE L'HUMANITE ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

• Au Marais

L'intercomité lutte contre les expulsions

Le PCF manœuvre

Mardi après-midi, la RIVP avait profité de l'absence d'un locataire au 70-72 Quai de l'Hôtel de Ville pour dévaster complètement son appartement et jeter toutes les affaires dans l'escalier. Elle avait promis de terminer sa sale besogne et de vider l'immeuble de ses deux locataires jeudi matin. Dès 7 H , une vingtaine d'habitants se sont rassemblés devant la porte de l'escalier. Ils ont déployé au 1er étage de l'immeuble une banderole signée de l'intercomité dénonçant les agissements de la RIVP et appelant à la lutte.

Quand les ouvriers de l'entreprise de démolition sont arrivés ils ont entamé la discussion pour leur expliquer à quelles fins la RIVP voulait les utiliser. En effet, ces ouvriers ignoraient qu'il restait des locataires ; on leur avait dit qu'ils avaient vidé les lieux. «Nous sommes des travailleurs comme vous, a dit un des locataires, que feriez-vous si on venait vous jeter à la rue ?»

C'est plus tard seulement sur le coup de 8 h 30 que sont arrivés en grande pompe trois membres du PCF. Ils se sont mis sans vergogne à distribuer des tracts comme si c'était eux qui allaient mobiliser les travailleurs déjà sur le pied de guerre depuis deux heures.

Réussissant à tromper leur vigilance, ils se sont empressés d'aller planter sur l'immeuble une banderole du PCF «non aux expulsions».

Les habitants dont plusieurs étaient déjà rendus fort mécontents de ces méthodes, l'ont été plus quand ils ont noté que le tract appelait non pas au maintien dans les lieux , mais au «relogement».

La RIVP ne promet-elle pas elle aussi le relogement ? Cette fois, encore, l'intercomité a hésité à montrer son désaccord avec des objectifs finalement opposés à ceux des habitants. Pourtant, c'est bien ouvertement que le PCF fait son travail de sape. Ne mobilise-t-il pas les locataires sous prétexte de «rénovation sociale» tout en les appelant à joindre non pas l'association de défense qu'ils se sont donnée dans le quartier, mais sa propre permanence.

Ne faut-il pas aller à l'encontre de telles pratiques pour promouvoir une unité de lutte à la base ? En tout cas, les discussions ont été fort chaudes avec les militants du PCF. Et pour indiquer quelle était la volonté des travailleurs une banderole «Maintien dans les lieux» a été déployée sur la façade de l'immeuble.

voir photo ci-dessous

• Seveso

Colère des habitants

L'accès de quinze nouvelles zones touchées par la dioxine devra être interdit à Cesano Maderno, une localité située entre Milan et Seveso. Selon le laboratoire fédéral de Zurich qui a procédé à l'analyse d'échantillons de sol prélevés dans la région, l'indice de toxicité est le même dans ces terrains que dans les environs de l'usine Icmesa de Seveso où la catastrophe a eu lieu.

Mercredi soir, plus d'un millier de personnes ont protesté devant la mairie et à l'intérieur contre l'inefficacité des mesures de décontamination prises depuis le début de la pollution de cette région par la dioxine.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LE No 35 de la FAUCILLE EST PARU

Au sommaire : - grève à la laiterie ORLAC-GILCA : un pas dans la solidarité ouvriers-petits paysans

- important mouvement paysan en Guadeloupe

- la crise agraire et le syndicat etc...

Editorial du «Renmin Ribao»

Le «Renmin Ribao» a publié le 19 avril un éditorial intitulé «Gouverner le pays en saisissant l'axe et imprimer un nouvel essor à l'économie nationale». Il y est dit : «La décision stratégique du président Houa consistant, dans la lutte acharnée entre les deux classes, à réaliser la stabilité et l'unité, à consolider la dictature du prolétariat et à rétablir l'ordre dans le pays a déjà porté ses fruits sur le front économique. La situation est toujours meilleure tant dans la révolution que dans la production dont le rythme de développement a dépassé les prévisions. Un nouvel essor se dessine».

L'éditorial indique : pour consolider et développer l'excellente situation actuelle, il faut appliquer en premier lieu ce principe : gouverner le pays en saisissant l'axe. C'est seulement ainsi qu'on peut donner une impulsion efficace à une nouvelle expansion de l'économie nationale (...)

Il faut être fidèle à la ligne fondamentale du Parti, saisir la contradiction principale que sont la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, et celle entre la voie socialiste et la voie capitaliste, critiquer sans merci le révisionnisme, le capitalisme, et persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Il faut critiquer à fond la bande des Quatre qui dénaturait la ligne fondamentale du Parti, camouflait la contradiction principale que sont la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie et celle entre le socialisme et le capitalisme et y substituait des prétendues contradictions entre supérieurs et subordonnés, entre vieux cadres et nouveaux cadres, entre certains groupes et certains autres.

****

Il faut flétrir sans détour les «Quatre» qui taxaient les cadres vétérans qui ont suivi de près le président Mao dans la révolution, de «démocrates» et de «responsables engagés dans la voie capitaliste», et attribuaient aux contre-révolutionnaires et aux mauvais éléments, qui ont abondé frénétiquement dans leur sens, le titre de «révolutionnaires» et d'«éléments d'avant-garde», inversaient ainsi les termes dans le rapport entre nous et nos ennemis et détournaient l'orientation de la lutte . Il faut renforcer la direction du Parti et persister dans le principe consistant à ce que le Parti exerce sa direction en tout (...)

Nous devons faire en sorte que la politique commande à l'économie et la révolution à la production et mettre en application la ligne générale du Parti en matière d'édification socialiste. Plus la production socialiste se développe en quantité et avec rapidité, plus cela sera bénéfique.

****

Nous devons critiquer «la bande des Quatre» qui a répandu des inepties pour dénaturer les principes marxistes fondamentaux et opposer diamétralement la révolution à la production et la politique à l'économie (...)

Faire la révolution et promouvoir la production

Il faut appliquer fermement la directive du président Mao «être à la fois rouge et expert» et encourager les cadres, les scientifiques, les techniciens et les ouvriers à se perfectionner dans sa spécialité, approfondir les sciences et maitriser les techniques dans l'intérêt de la révolution. Il faut critiquer la «bande des Quatre» qui, sous prétexte de critiquer «la ligne des experts», a pris position contre la formation d'un contingent important de spécialistes prolétariens préconisée, il y a longtemps, par le président Mao (...)

Il faut persévérer dans le principe «indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces», c'est là notre position de principe. Nous devons nous appuyer sur nous-mêmes et suivre une voie de développement industriel qui nous soit propre, cela, nous devons le garder toujours en mémoire. Pour rattraper et dépasser le niveau avancé mondial et accélérer le développement de l'économie nationale, il est nécessaire d'introduire les nouvelles techniques et les nouveaux équipements indispensables selon le principe «que ce qui est étranger serve le national» (...)

Il faut persister dans l'économie socialiste planifiée, mettre pleinement en œuvre l'initiative des autorités aussi bien centrales que locales, et considérer la situation dans son ensemble (...)

****

Ce n'est qu'en traçant une nette ligne de démarcation entre ce qui est vrai et faux à propos de la ligne idéologique et politique et des mesures politiques qu'on peut acquérir une plus profonde compréhension de l'essence d'extrême-droite de la ligne révisionniste incarnée par la «bande des Quatre», mener à bien la consolidation de l'entreprise sur les plans idéologique, politique et organisationnel et continuer à consolider et à développer l'excellente situation.

Pour gouverner l'État en saisissant l'axe et imprimer un nouvel essor à l'économie nationale, il faut encore donner une juste solution aux rapports des divers secteurs de l'économie nationale afin de la placer dans l'orbite du développement planifié, proportionnel et rapide, tout en mettant en relief les secteurs-clé et en concentrant nos forces pour obtenir des résultats immédiats.

Pour ce faire, il faut :

– 1) Accorder la primauté à l'agriculture selon l'ordre prioritaire : agriculture – industrie légère – industrie lourde, et, en agriculture, assurer un développement général axé sur les céréales ;

– 2) Chercher par tous les moyens à assurer le développement de l'industrie légère, à bien ravitailler le marché, à bien organiser la vie quotidienne du peuple et à améliorer sérieusement les services du bien-être collectif ;

– 3) Augmenter la production des combustibles, de l'énergie et des matières premières, surtout celle des combustibles, de l'énergie électrique et de l'acier ;

– 4) Nous engager à concentrer nos forces pour obtenir des résultats immédiats pour résoudre le problème de l'éventail trop large de la construction de base.

Ces problèmes une fois bien résolus, déclare l'éditorial, l'économie nationale remportera de grands succès (...)

****

L'éditorial conclut : la situation actuelle est excellente. L'essentiel c'est l'écrasement de la «bande des Quatre», lequel a permis de venir à bout des troubles et le Comité central du Parti ayant à sa tête le président Houa peut ainsi appliquer avec facilité la ligne révolutionnaire du président Mao. Au fur et à mesure que s'approfondit la critique de cette bande, les cadres et les masses font preuve d'une ardeur socialiste sans cesse accrue. Notre base matérielle est plus solide qu'auparavant et le potentiel est important pour augmenter la production et pratiquer l'économie. Nous devons porter haut levé le grand drapeau du président Mao et, sous la direction du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Houa, persévérer dans la ligne fondamentale du Parti, bien étudier les documents en saisissant l'axe, mobiliser tous les facteurs positifs, unir toutes les forces susceptibles d'être unies, imprimer un nouvel essor à la révolution et à l'édification socialistes. Nous devons déployer tous nos efforts, aller toujours de l'avant, matérialiser dans tous les domaines la décision stratégique formulée par le président Houa «gouverner en saisissant l'axe», déclencher sur une grande échelle le mouvement exhortant à augmenter la production et pratiquer l'économie pour stimuler un nouveau bond en avant dans l'économie nationale».

LA CHINE RESTE ROUGE (par Henri [illegible]) 5 F

Présenté sous forme de récits de voyage, cette brochure raconte dans un style vivant, la joie du peuple chinois devant la nomination du camarade Houa Kouo-feng au poste de président du Parti communiste chinois et l'écrasement de la bande des Quatre. Elle décrit l'ardeur au travail, la conviction idéologique, le courage devant les épreuves, autant de qualités que le PCC a su forger et développer dans le peuple.

ce que proposent les communistes marxistes leninistes de

L'Humanité Rouge 10/11e

UN SEUL MOYEN : EDIFIER LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE UNIQUE

SAMEDI 23 AVRIL de 14h à 18h30

MEETING

Salle AGECA
177 rue de Charonne
Metro: Alex. Dumas

Les interventions porteront sur :
l'hopital Saint Antoine, l'hopital Corentin Celton, la situation au Zaire, la JCMLF du quartier et l'HR
Avec spectacles de :
marionnettes et de théatre révolutionnaires.

• Pierre Bénite

Nuage toxique sur la ville

Nous avons reçu de notre correspondant des informations sur un accident de pollution de haute toxicité que PUK s'est efforcée d'étouffer.

Le 29 mars, un important dégagement d'acide fluorescent s'est produit à l'atelier Forane. Un nuage toxique poussé par le vent est passé sur le parking de l'usine puis sur le quartier ouvrier des HLM de Haute Roche.

Plus de cent voitures ont été atteintes, peintures et glaces corrodées, l'acide fluoridrique étant l'un des plus corrosifs et attaquant même le verre. La direction du PUK s'est empressée de dédommager les dégâts en précisant qu'il était inutile de porter plainte.

Mais ce que PUK ne dédommagera jamais, c'est les atteintes à la santé de la population. Les poumons des jeunes enfants, notamment, ont sûrement souffert de ce dégagement toxique. Quant à prendre des mesures pour empêcher de tels dégagements toxiques, PUK n'y songe pas !

La mairie PCF de Pierre-Bénite est restée silencieuse comme lors des deux accidents que se sont déjà produits cette année. Il faut dire que la patente de PUK lui rapporte gros. Cul et chemise avec les trusts elle s'enorgueillit d'un centre médico-social payé avec l'argent des CE et les impôts locaux. Autrement dit, PUK peut continuer à polluer, la mairie est là pour aider à maintenir les travailleurs en état d'être exploités.

JOURNÉS MAURICIENNES
A VIGNEUX/SUR SEINE
DU 22 AU 24 AVRIL 1977

Maison communale de loisir et de la culture
68 Av. H. Barbusse Tél 903 44 00 poste 246
(Trains de la gare de Lyon)

Voilà trois ans que les Mauriciens luttent pour obtenir du gouvernement des papiers de séjour et des cartes de travail. C'est pour populariser cette lutte que la communauté mauricienne de la région parisienne a décidé d'organiser ces journées.

Il s'agit aussi de trois journées de culture populaire, de musique et de chants, de poésie et de théatre, de peinture et de témoignages vivants – en paroles et en photos – de la vie et des luttes menées en France.

La langue créole y sera aussi à l'honneur. Les travailleurs mauriciens invitent les travailleurs de toutes nationalités à se joindre à eux.

Il est notamment prévu au programme :

VENDREDI 22 LE SOIR A 20 H : Expositions sur la vie en Ile Maurice et sur la vie des Mauriciens en France ainsi que peinture et dessins. Cuisine, films musique.

SAMEDI 23 A 15 H : Les femmes mauriciennes empoyées de maison vont témoigner sur leurs conditions de travail et de vie.

A 17 H : Sketches sur la vie des «sans papiers» en France puis cuisine et danses mauriciennes (festival de SEGA).

DIMANCHE 24 A 11H : Débat sur : «L'Ile Maurice enjeu stratégique dans l'océan Indien».

A 15 H : Un colloque avec toutes les délégations venant des villes de province et des organisations françaises discutera de l'immigration mauricienne.

Plan Barre – Programme commun

Ils osent à peine promettre

Au cours de cette semaine, le gouvernement a commencé à présenter son programme : discours de Barre à l'Assemblée sur la sidérurgie, interview du même Barre à la télé. Mardi prochain, c'est l'ensemble du programme qui sera annoncé. Cette semaine aussi Fiterman a présenté les propositions du PCF pour la réactualisation du Programme commun.

Au centre des préoccupations, le chômage. L'exemple le plus frappant en est la sidérurgie lorraine. Faisons le point : qu'ont promis les uns et les autres ?

LICENCIER ET INVESTIR

La première des mesures de Barre n'a étonné personne, si ce n'est peut-être par son calme cynisme. Le quart environ de la sidérurgie française est déclarée vétuste ou inadaptée, il faut donc fermer «certaines installations». Ce qui veut dire (et personne ne le cache) suppression d'emplois.

Pour faire mieux avaler la pilule, Barre annonce que le haut-fourneau de Thionville devrait rester ouvert.

Mais USINOR déclarait le même jour à la presse que cela ne résolvait rien. Comment le haut-fourneau pourrait-il tourner sans laminoir et sans aciérie ? Ou irait la font ? Barre ne l'a pas dit. Et même si cela était, cela concernerait 350 ouvriers et USINOR prévoit d'en licencier 3 000.

Pour les autres, Barre a fait une autre promesse : «Trois sur quatre des travailleurs touchés par les suppressions d'emplois ne connaîtront pas une situation de chômage». Ce sont les fameuses reclassifications.

Pour cela, il faut ouvrir de nouvelles entreprises, de nouveaux emplois. «Barre-la médaille» a parlé de l'implantation en Lorraine de Peugeot, Renault, BSN et Simca. Mais (car il y a là aussi un mais) BSN et Simca ont prévu de s'implanter dans le Nord, ce qui n'est même pas encore sûr ! Quant à Peugeot et Renault ils devait répondre officiellement à la presse qu'ils n'ont pas prévu de s'installer en Lorraine. Alors de qui se moque-t-on ?!

Une chose est sûre toutefois : les licenciements. Ferry, président de la Chambre patronale de la sidérurgie, devait le confirmer.

LICENCIER ET NATIONALISER

Dans les propositions faites au PS et aux radicaux de gauche, pour réactualiser le Programme commun, Fiterman a proposé six nationalisations supplémentaires, notamment dans la sidérurgie. Il a présisé : «A partir du moment où il y a nationalisation, alors il y faudra restructurer, moderniser».

«Restructurer», «nationalier», jusqu'à ce jour pour les travailleurs cela voulait dire «licencier»...

Or, (mais serait-ce un fait du hasard ?) le PS reste contre la nationalisation de la sidérurgie «parce qu'elle obligerait à donner des garanties d'emploi qu'il sera impossible de respecter». Tiens, et Defferre propose de revoir le passage du Programme commun sur les licenciements ...

Ce que le Programme commun prévoit jusqu'à ce jour, c'est la possibilité que des licenciements aient lieu, mais sur avis du comité d'entreprise et avec reclassement: On voit mal où l'on pourrait «reclasser» les travailleurs licenciés en Lorraine... à moins que Marchais et Mitterrand aient plus d'influence que Barre sur les chefs d'entreprises et réussissent à les faire s'implanter dans la région.

15 000 sidérurgistes à Paris, le 13 avril. L'heure est à la lutte !

Toujours est-il que le PS n'est pas chaud ; Beregovoy, dirigeant la délégation du PS au Comité de liaison de la gauche devait répondre à Fiterman :

«Il est important de ne pas laisser croire aux travailleurs qu'il suffit de nationaliser pour résoudre tous les problèmes».

La nationalisation de la sidérurgie, précisait-il «ne suffira pas à elle seule à redresser la situation sociale».

LE CHOIX

Alors que se préparent ou se réactualisent les programmes, alors qu'approchent les échéances, alors que 15 000 sidérurgistes étaient dans la rue cette semaine, à Paris, il est intéressant de voir que même les promesses des partis bourgeois se font de plus en plus vagues.

Au fond, c'est bon signe. Ça montre aux travailleurs, que la seule solution c'est de mener la lutte de classe dans les entreprises, sans faire confiance aux marchands de promesses.

Il y a suicide et suicide...

Lorsque l'ambassadeur «fou» se suicide à l'hôpital Sainte-Anne, toute la presse – du Figaro à l'Humanité – la télé, la radio en parlent de long en large.

Par contre, une dizaine de jours avant, une infirmière de l'hôpital s'est également suicidée et les mass-média ont brillé par leur silence. Seule avec deux enfants, travaillant de nuit, elle avait souvent – en vain – demandé qu'on lui change ses horaires ; rien n'a été fait pour l'aider.

En ce sens, les difficultés rencontrées, les dures conditions de travail dans les services (manque d'effectif), l'ont poussée au geste fatal.

Pas un mot pour une simple travailleuse (originaire des prétendus DOM-TOM) poussée au désespoir, mais qu'un ambassadeur (plein de fric) se suicide quel sensationnel titre pour la «grande» presse. Voilà «l'objectivité» déversée aux travailleurs par les mass-média de la bourgeoisie !

Correspondant HR

• Marché d'Aligre (Paris 12e)

Deux diffuseurs du Quotidien du peuple inculpés

Dimanche 19 décembre 1976, deux diffuseurs du «Quotidien du peuple» étaient embarqués par la police sur le marché d'Aligre. Des agents voulaient enlever un panneau dénonçant les crimes du capital :

«Un mineur de 34 ans a été tué vendredi dernier à Merlebach, c'est le 28e mort depuis le début de l'année dans le bassin lorrain !» indique un communiqué du PCR (ml) (du secteur 11e-12e) dont nous reproduisons des extraits.

C'est parce que ces *«deux camarades protestaient qu'ils ont été arrêtés, détenus pendant plus de 30 heures comme des assassins, et inculpés d'"outrages, violences et rébellion à agents". Ainsi les patrons responsables de multiples accidents du travail, véritables crimes du capital, peuvent sévir en toute quiétude, alors que ceux qui les dénoncent sont poursuivis. Les travailleurs présents ce jour-là sur le marché ne s'y étaient pas trompés . Laissez-les tranquille, c'est parce qu'ils disent la vérité que vous les embarquez ! ça vous dérange ?" disaient-ils indignés».*

Ils passent en procès le mardi 26 avril, à 13 h 30, au Palais de Justice, devant la 10e chambre correctionnelle. Ils risquent d'être lourdement condamnés.

Ce procès sera : *«celui de la liberté d'expression des révolutionnaires, mais ce qui est en cause, c'est la défense des libertés démocratiques. La défense de ces deux militants c'est aussi la défense de la vie du quartier. Qu'on interdise aux révolutionnaires de s'exprimer sur le marché d'Aligre, et bientôt, une association de quartier, de parents d'élèves ou de locataires... n'aura plus la possibilité de s'exprimer sur ce marché !».*

Mobilisons-nous contre la répression !

Relaxe pour les deux camarades inculpés !

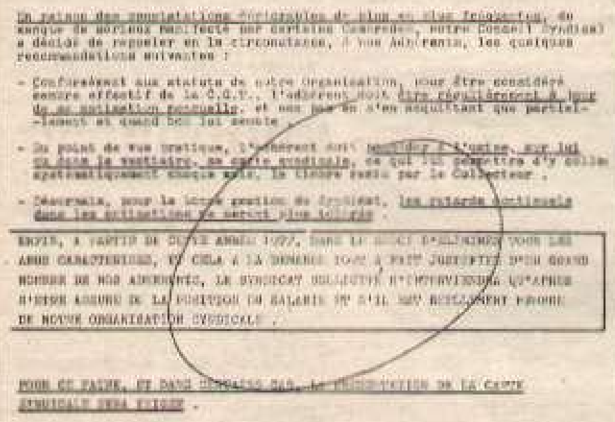
• Rhône Poulenc Textile – Grenoble

Vers un syndicat à la polonaise ?

Le texte pondu par le Conseil syndical CGT de Rhône Poulenc-textile donne quelques raisons de le penser ! (Voir fac-similé).

Même un révisionniste espagnol n'en croyait pas ses yeux ; au moment où dans l'usine les cadences s'accélèrent et où le personnel qui s'en va n'est pas remplacé, un tel papier a fait la joie du patron !

C'est ce que nous écrivent des travailleurs CGT de Rhône Poulenc-textile. Dans son bulletin «RPT Viscose combat», la cellule Pierre Sémard du Parti communiste marxiste-léniniste de France a commenté ce «texte inquiétant» tout en avançant la conception «d'un syndicat de classe face aux patrons».


En raison des constatations [illegible] de plus en plus fréquentes, du manque de sérieux manifesté par certains Camarades, notre Conseil Syndical a décidé de rappeler en la circonstance, à nos Adhérents, les quelques recommandations suivantes :

- Conformément aux statuts de notre Organisation, pour être considéré membre effectif de la C.G.T., l'adhérent doit être régulièrement à jour de sa cotisation mensuelle, et non pas en s'en acquittant que partiellement et quand bon lui semble.
- Du point de vue pratique, l'adhérent doit [illegible], sur lui ou dans le vestiaire, sa carte syndicale, ce qui lui permettra d'y coller systématiquement chaque mois, le timbre remis par le Collecteur.
- Désormais, pour la bonne gestion du Syndicat, les retards continuels dans les cotisations ne seront plus tolérés.

ENFIN, A PARTIR DE CETTE ANNEE 1977, DANS LE SOUCI D'ELIMINER TOUS LES ABUS CARACTERISES, ET CELA A LA DEMANDE TOUT A FAIT JUSTIFIEE D'UN GRAND NOMBRE DE NOS ADHERENTS, LE SYNDICAT SOLLICITE N'INTERVIENDRA QU'APRES S'ETRE ASSURE DE LA POSITION DU SALARIE ET S'IL EST REELLEMENT PORTEUR DE NOTRE ORGANISATION SYNDICALE.

POUR CE FAIRE, ET DANS [illegible], LA PRESENTATION DE LA CARTE SYNDICALE SERA EXIGEE.

COMMUNIQUE

Les affiches et les tracts d'appel à la manifestation du 1er Mai à Paris, organisée par les marxistes-léninistes sont disponibles à l'administration aux heures de permanence : le samedi de 10 h à 12 h ; tous les jours de 14 h à 16 h 30 et le jeudi jusqu'à 20 heures.

• General Motors (Gennevilliers)

Suspension de l'occupation

Suite à un accord de l'État-major CGT-CFDT avec la direction, portant uniquement sur le retrait des flics, en s'engageant à suspendre l'occupation, ils appellent à rentrer à l'embauche pour «décider d'autres formes de lutte dans un meeting».

De fait, c'est le sabotage de la grève par la direction PCF-PS qui tire les ficelles de l'intersyndicale. Nous reviendrons lundi sur cette trahison.

Correspondant HR

L'indemnité de chômage de 90% rétablie pour 39 travailleurs de Lip

La Commission paritaire des Assedic du Doubs et du Jura a rétabli le versement de l'indemnité de 90 % pour licenciement économique pour 39 travailleurs de Lip dont les dossiers avaient été radiés le 23 mars dernier, indique un communiqué de la CFDT.

La Commission paritaire, qui s'est réunie à Paris le 19 avril, a toutefois sanctionné ces 39 personnes «contre l'avis de l'ensemble des organisations syndicales et bien que rien ne soit prévu dans les textes», précise la CFDT. Ils ne percevront donc pas l'indemnité de 90 % pour la période du 1er au 18 avril, mais seront rétablis dans leurs droits jusqu'au 13 juillet.

La Commission des Assedic leur reprochait de remplir incorrectement leurs dossiers concernant notamment les démarches effectuées pour retrouver du travail. Les travailleurs de Lip avaient manifesté à plusieurs reprises et occupé les locaux des Assedic pour protester contre cette décision.

Congrès de l'UD-CFDT des Bouches-du Rhône

Classe contre classe : un courant qui se renforce

Tenu les 15 et 16 avril à Martigues, ce congrès revêtait une importance particulière : d'une part, il concrétisait un renforcement notable de la CFDT dans le département et d'autre part, dans son ordre du jour, il était prévu de traiter la question de la démocratie syndicale, et de la CFDT et la gauche au pouvoir.

Lors du débat général, certaines interventions ont été particulièrement marquantes de la lutte des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Ainsi, une travailleuse de l'alimentation est-elle venue témoigner des conditions de travail effroyables et de la répression qui sévit dans ce secteur et qui touchent les femmes (souvent très jeunes) et les immigrés.

LUTTE ET DÉMOCRATIE

La lutte des marins contre les mauvaises conditions de travail, de rémunération, contre les pavillons de complaisance, véritables négriers modernes, a été décrite par leur représentant et illustrée par un appel à la solidarité qu'il a lancé en faveur des marins grévistes dont le bateau ancré dans l'étang de Berre pouvait être vu depuis Martigues.

Il y a eu aussi l'intervention remarquable d'une travailleuse des PTT, qui après avoir décrit la discrimination dont sont victimes les travailleuses dans ce service d'État, a critiqué le «syndicat qui ne se souciait pas assez des femmes travailleuses» et «des militants qui roulent des mécaniques à la maison». Son intervention a été un vibrant appel à la lutte contre l'oppression et l'exploitation dont elles sont victimes, à la lutte contre le capitalisme.

De nombreuses interventions ont aussi montré que l'opposition des travailleurs à l'encontre de la politique des directions CGT grandit de plus en plus. C'est par exemple la lutte à Chinchimie contre le travail posté (4 000 grévistes à Pâques, à l'appel de la CFDT, contre l'avis de la CGT). Ce sont les problèmes que rencontrent les métallos face à une CGT d'autant plus hostile que la CFDT se renforce dans ce secteur (comme à la Société métallique St-Marcel ex-Coder). Sur ce sujet, un permanent départemental, après avoir énuméré toutes les magouilles de l'UD CGT, notamment pour le 1er mai où la CFDT a tout simplement été exclue des réunions préparatoires, a insisté sur le fait que *«Unité d'action n'est pas suivisme»* et qu'il *«fallait compter sur ses propres forces»*.

Sur la démocratie syndicale, le débat a été très riche. Il en ressort une aspiration à la démocratie syndicale et prolétarienne. La confédération s'est ainsi vue demander des explications sur la dissolution de l'UD de Gironde, des UL de Paris, sur la «chasse aux coucous», etc. Divers amendements ont été votés, qui vont dans le sens d'une plus grande démocratie et de la prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes.

Et ce n'est pas la piteuse réponse du responsable confédéral Mercier qui y a changé quelque chose.

LA CFDT ET LA GAUCHE

Le débat sur «la CFDT et la gauche au pouvoir» a été lancé par le représentant de la Confédération en ces termes : *«Il faudra consolider le pouvoir de la gauche, sans entrer dans une phase de centralisation»* ce qui en clair veut dire que la CFDT doit soutenir la gauche et dans la gauche, elle doit soutenir le PS.

Les délégués lui ont répondu en faisant de nombreuses critiques à la gauche notamment sur les libertés, sur la presse locale (la Marseillaise du PC, le Provençal du PS), sur l'attitude réactionnaire des élus de gauche dans le département. En fait, deux courants se sont exprimés de façon plus ou moins claire :

- l'un allant dans le sens du Programme commun véhiculant des illusions sur les capacités de l'Union de la gauche à satisfaire les revendications et mettant en avant les nationalisations.
- l'autre qui, sans aller jusqu'à dénoncer le Programme commun, comme étant un programme bourgeois, est représentatif du peu d'enthousiasme et du peu d'illusions qu'ont les travailleurs sur la gauche ; exemples :

«Nous luttons contre les patrons, y compris contre les patrons d'État»

- *«Notre lutte est avant tout anticapitaliste, quel que soit le gouvernement en place»*
- *«Il faut briser l'appareil d'État»*, etc.

Ce congrès s'est terminé par le vote de la résolution action, programme revendicatif du syndicat. De plus, une motion demandant la fermeture de la prison d'Arenc a été votée et une motion condamnant l'intervention française au Zaïre et le «régime Mobutu» a été repoussée, car elle oubliait la cause principale du conflit : l'agression du Zaïre par le social-impérialisme russe et ses mercenaires cubains et katangais. Les tentatives de manipulation du congrès par des éléments trotskistes ont lamentablement échoué.

Ce congrès a été marqué par une grande volonté de démocratie syndicale et ouvrière et un affaiblissement très net des illusions sur la gauche. En cela, on peut dire qu'il a été représentatif des préoccupations quotidiennes des militants CFDT du département et qu'il marque un pas en avant vers la lutte classe contre classe, contre l'opportunisme et le révisionnisme.

Correspondant HR

Sécurité sociale

Journée «d'action»

Encore une de ces journées à l'inefficacité garantie face aux coups durs portés contre les travailleurs !

Ceux-ci n'ont pas répondu massivement à l'appel des 25 organisations : partis de gauche et syndicats.

Quelques milliers sont venus à Paris assister à la remise de quelques motions et aux discours des chefs syndicaux.

Est-ce à dire que les travailleurs ne veulent pas se battre ? Bien au contraire : les très nombreuses luttes en cours le prouvent !

Mais ils veulent le faire de manière sérieuse : l'heure n'est pas à faire une démontration de mécontentement ! L'heure est à la lutte, avec l'ampleur qu'exige la gravité des atteintes portées aux intérêts les plus vitaux des travailleurs !

• Orlac – Gilca

Echec aux forces de répression

(Suite de la page une)

A 14 h, assemblée générale massive : plus de 200 travailleurs. Les quelques interventions démobilisatrices sont balayées par la volonté de l'immense majorité des travailleurs des deux syndicats et non-syndiqués.

Les travailleurs refusent massivement le vote à bulletins secrets, la grève se mène au coude à coude, elle se décide tous ensemble, pas dans un isoloir.

En fait, les produits qui sont sortis de l'usine ne représentent même pas une journée de travail pour les dépôts. D'autre part, ces produits (yaourts, etc) sont à la date limite de la validité.

Cette répression est aussi le signe que la direction a le couteau sous la gorge. Les deux interventions de police n'ont fait qu'élargir la popularisation de la lutte sur la ville, la région, les campagnes.

Des délégations de travailleurs des usines de Vienne, des communaux, des travailleurs des PTT, etc ; des multiples télégrammes de soutien ne cessent d'affluer. La solidarité ouvrière est une réalité bien vivante.

Dans le groupe Orlac-Gilca-Vivalpes-Martins, des usines sont prêtes à débrayer. A Marseille-Orlac, il n'y a plus de produit.

Dans le même temps, de nombreux travailleurs ressentent le besoin de renforcer l'organisation de la grève, de manière à ce qu'un maximum de grévistes prennent en main les tâches de popularisation.

Samedi après-midi, l'assemblée générale doit décider de la poursuite de la grève. Aujourd'hui plus que jamais le rapport de forces est favorable aux travailleurs. En avant pour la victoire !

Correspondant HR

Directrice de publication : Suzanne Marty   Commission paritaire No 57952   Distribution NMPP   IMP : La Nouvelle   Dépôt légal : 2e trimestre 1977